

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°14898 PORTANT INTERDICTION  
DE STATIONNER AVENUE DE LA REPUBLIQUE  
LE 27 AVRIL 2024 ENTRE 06H00 ET 10H00**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Considérant la nécessité d'interdire le stationnement avenue de la République sur la portion comprise entre la rue Parmentier et l'avenue du Général de Gaulle dans le cadre du **circuit des nouveaux Maisonnais** le 27 avril 2024.

**A R R E T E :**

**Article 1 –**

**Le 27 avril 2024 entre 06h00 et 10h00, le stationnement sera interdit avenue de la République sur la portion comprise entre la rue Parmentier et l'avenue du Général de Gaulle pour le motif suivant : circuit des nouveaux Maisonnais.**

**Article 2 –**

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'évènement par **les Services Municipaux de Maisons-Alfort** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celui-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**Article 3 –**

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par **les Services Municipaux de Maisons-Alfort** et sera déposée dès la fin de l'évènement.

**Article 4 –**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

**Article 5 –**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**Article 6 –**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,  
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 22 avril 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 23/04/2024  
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 24/04/2024